

> Soc., 12 mai 2021, n° 20-60.118 (P) [ECLI:FR:CCASS:2021:SO00557]

[service-public.fr](https://www.service-public.fr)

> Élections du CSE dans les entreprises de 11 salariés et plus : Représentation équilibrée des femmes et des hommes

Dictionnaire du Droit privé

> Délégué syndical

Sous-section 6 : Contestations

L. 2314-32

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les contestations relatives à l'électorat, à la composition des listes de candidats en application de l'article **L. 2314-30**, à la régularité des opérations électorales et à la désignation des représentants syndicaux sont de la compétence du juge judiciaire.

Lorsqu'une contestation rend indispensable le recours à une mesure d'instruction, les dépenses afférentes à cette mesure sont à la charge de l'Etat.

La constatation par le juge, après l'élection, du non-respect par une liste de candidats des prescriptions prévues à la première phrase du premier alinéa de l'article **L. 2314-30** entraîne l'annulation de l'élection d'un nombre d'élus du sexe surreprésenté égal au nombre de candidats du sexe surreprésenté en surnombre sur la liste de candidats au regard de la part de femmes et d'hommes que celle-ci devait respecter. Le juge annule l'élection des derniers élus du sexe surreprésenté en suivant l'ordre inverse de la liste des candidats.

La constatation par le juge, après l'élection, du non-respect par une liste de candidats des prescriptions prévues à la seconde phrase du premier alinéa du même article **L. 2314-30** entraîne l'annulation de l'élection du ou des élus dont le positionnement sur la liste de candidats ne respecte pas ces prescriptions.

Le cas échéant, il est fait application des *dispositions de l'article L. 2314-10 du code du travail*.

Réexamen au Bulletin de la Cour de Cassation

> Soc., 9 novembre 2022, n° 21-60.183, (B), FRH [ECLI:FR:CCASS:2022:SO01182]

> Soc., 30 septembre 2020, n° 19-15.505 (P) [ECLI:FR:CCASS:2020:SO00804]

[service-public.fr](https://www.service-public.fr)

> Élections du CSE dans les entreprises de 11 salariés et plus : Contestations

Section 3 : Durée et fin du mandat.

L. 2314-33

LOI n°2018-217 du 29 mars 2018 - art. 6 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les membres de la délégation du personnel du comité social et économique sont élus pour quatre ans.

Le nombre de mandats successifs est limité à trois, excepté :

1° Pour les entreprises de moins de cinquante salariés ;

2° Pour les entreprises dont l'effectif est compris entre cinquante et trois cents salariés, si l'accord prévu à l'article **L. 2314-6** en stipule autrement.

Le nombre maximal de mandats successifs fixé au deuxième alinéa du présent article s'applique également aux membres du comité social et économique central et aux membres des comités sociaux et économiques d'établissement sauf dans les entreprises ou établissements de moins de cinquante salariés et, le cas échéant, si l'accord prévu à l'article **L. 2314-6** en stipule autrement, dans les entreprises ou établissements dont l'effectif est compris entre cinquante et trois cents salariés.

Les fonctions de ces membres prennent fin par le décès, la démission, la rupture du contrat de travail, la perte des conditions requises pour être éligible. Ils conservent leur mandat en cas de changement de catégorie professionnelle.

Les conditions d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

[service-public.fr](https://www.service-public.fr)

> Élections du CSE dans les entreprises de 11 salariés et plus : Durée et fin du mandat